



# Le Canada vend des armes à un État soutenant le terrorisme: recours collectif contre Ottawa au sujet d'un contrat de vente d'armes aux Saoudiens de plus de 15 milliards de dollars

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2016

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Militarisation](#)

*Le gouvernement canadien du premier ministre Justin Trudeau fait l'objet d'un recours collectif devant la Cour supérieure du Québec relativement à un contrat de vente d'armes à l'Arabie saoudite s'élevant à 15 milliards de dollars. Une action en justice devant la Cour fédérale est également envisagée.*

Selon le [Globe and Mail de Toronto](#) :

« Les opposants à ce contrat d'armement de 15 milliards de dollars entre le Canada et l'Arabie saoudite entendent traduire Ottawa en justice dans le but de bloquer les livraisons de véhicules de combat, ce qui forcerait les Libéraux au pouvoir à expliquer comment ils justifient leur vente d'armes à un paria des droits de la personne soumis à des restrictions en ce qui concerne l'exportation d'armes. »

Le recours judiciaire est dirigé par le professeur de droit [Daniel Turp](#) et des étudiants de l'Université de Montréal.

M. Turp annoncera la contestation judiciaire samedi et compte la déposer devant la Cour fédérale dans les trois prochaines semaines.

M. Turp et son groupe appelle les opposants au contrat de partout au pays à se rallier derrière leur recours judiciaire, qu'ils ont appelé Opération Droits Blindés, en rappelant la façon dont l'Arabie saoudite maltraite ses propres citoyens ainsi que le carnage de civils causé par la campagne de bombardement qu'elle mène au Yémen ([Globe and Mail](#)).

Fait largement attesté, l'Arabie saoudite est l'État qui soutient les *groupes d'opposition* affiliés à Al-Qaïda, y compris Daesh (ISIS), en plus de jouer un rôle central dans le recrutement, la formation et l'endoctrinement religieux des mercenaires terroristes déployés en Syrie et en Irak.

Cela signifie que le Canada vend des armes à un pays qui soutient et commande des

organisations terroristes. De plus, l'Arabie saoudite est actuellement engagée dans une guerre d'agression contre le Yémen qui bafoue totalement le droit international.

Les liens qui unissent l'Arabie saoudite aux terroristes sont largement étayés et seront sans doute évoqués quand le recours collectif sera entendu.



Selon le *Daily Express* de Londres, « Ils [les terroristes de Daesh] ont de l'argent et des armes fournis par le Qatar et l'Arabie saoudite. »

« La source principale du financement de Daesh jusqu'à maintenant provient de l'aide accordée par les pays du Golfe, l'Arabie saoudite principalement, mais aussi le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis », fait remarquer Günter Meyer, directeur du centre de recherche sur le monde arabe de l'université de Mainz, en Allemagne ([Deutsche Welle](#)).

D'après Robert Fisk, le projet de califat de Daesh [« est financé par l'Arabie saoudite »](#) :

(...) [V]oyez la toute dernière contribution de l'Arabie saoudite à l'histoire du monde : le califat islamiste sunnite en Irak et au Levant, à la conquête de Mossoul et de Tikrît - et de Raqqa en Syrie - et peut-être aussi de Bagdad, qui infligera l'humiliation ultime à Bush et Obama.

D'Alep au nord de la Syrie jusqu'à la frontière entre l'Irak et l'Iran, les djihadistes de Daesh et de divers groupuscules payés par les wahhabites saoudiens - et les oligarques koweïtiens - règnent maintenant sur des milliers de milles carrés (Robert Fisk, [The Independent](#), 12 juin 2014).

De plus, en 2013, pendant sa campagne de recrutement de terroristes, l'Arabie saoudite a pris l'initiative de libérer des condamnés à mort dans ses prisons. Une note de service secrète a révélé que ces prisonniers ont été *recrutés* pour rejoindre les milices djihadistes (y compris le front al-Nosra et Daesh) dans leur lutte contre les forces gouvernementales en Syrie.

Les prisonniers se seraient vu proposer un choix : ou vous restez et on vous exécute, ou vous partez combattre Assad en Syrie. L'arrangement prévoyait un « pardon et une allocation mensuelle pour leurs familles, qui étaient autorisées

à rester dans le royaume arabe sunnite ».

Le choix offert par les représentants saoudiens aurait donc été la décapitation ou le djihad? En fin de compte, des détenus du Yémen, de la Palestine, de l'Arabie saoudite, du Soudan, de la Syrie, de la Jordanie, de la Somalie, de l'Afghanistan, de l'Égypte, du Pakistan, de l'Égypte, de l'Irak et du Koweït ont choisi de partir combattre en Syrie (voir [Global Research](#), 11 septembre 2013).

Des armes « Made in Canada »

Le contrat liant Ottawa et l'Arabie saoudite est coordonné avec Washington. Il sert essentiellement les intérêts militaires du Pentagone au Moyen-Orient, en acheminant des milliards de dollars dans les coffres du complexe militaro-industriel des USA.

Les armes « Made in Canada » sont fabriquées par la société General Dynamics Land Systems à London, en Ontario., une filiale du fournisseur en matière de défense General Dynamics.

General Dynamics a des filiales dans 43 pays, dont le Canada.

#### OVERVIEW

**General Dynamics Land Systems - Canada is a part of General Dynamics Land Systems, which is part of the Combat Systems business group of General Dynamics Corporation. We are a leader in light armoured vehicle platforms and sub-system integration. We are equally adept at providing re-role, upgrades and repair services, and full fleet support.**

Vue d'ensemble

General Dynamics Land Systems - Canada est une filiale de General Dynamics Land Systems, qui relève du groupe commercial Systèmes de combat de la General Dynamics Corporation. Nous sommes un chef de file dans la fabrication de véhicules blindés légers et l'intégration des sous-systèmes. Nous fournissons aussi des services de réaffectation, de modernisation et de réparation et un soutien total à la flotte de véhicules.

La position officielle d'Ottawa est que ces armes, qui comprennent « des véhicules de combat munis de mitrailleuses et de canons antichars », ne seront utilisées par l'Arabie saoudite qu'à des fins de défense nationale. Elles ne seront pas utilisées contre des civils.

Michel Chossudovsky

Article original en anglais : [Canada Sells Weapons to State Sponsor of Terrorism: Class Action Law Suit against Ottawa over \\$15 Billion Saudi Arms Deal](#)

Traduit par Daniel pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

## A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

**Avis de non-responsabilité :** Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)